

**ARRETE DECLARANT D'INTERET GENERAL LES TRAVAUX
D'EQUIPEMENT RURAL ARRETES PAR LA COMMUNE
DE TRELOU SUR MARNE (secteur du "Saulle Prêtre")
AVEC AUTORISATION DE REPARTITION
DES DEPENSES SUR LES PROPRIETES
DU PERIMETRE**

LE PREFET DE L' AISNE,

VU le Code Rural en ses articles L 151-36 à L 151-40 et R 154-40 à R 151-49,

VU la délibération du Conseil Municipal de TRELOU SUR MARNE en date du 3 avril 1992 décidant la réalisation de travaux d'équipement rural "secteur du Saulle Prêtre" et sollicitant l'ouverture d'une enquête publique ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 15 mars 1993 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 1993 prescrivant l'ouverture de cette enquête du 5 au 21 avril 1993 ;

VU le dossier de l'enquête,

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 22 avril 1993,

VU le rapport du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du 23 Novembre 1993 et sur sa proposition,

A R R E T E :

ARTICLE 1 :

L'ensemble des travaux d'équipement rural arrêtés par la commune de TRELOU SUR MARNE, dont le détail figure au dossier annexé, est déclaré d'intérêt général au sens de l'article L 151-36 du code rural, en ses alinéas :

- n° 1, pour la lutte contre l'érosion et les avalanches, la défense contre les torrents ;

- n° 5, pour l'assainissement des terres humides ou insalubres.

ARTICLE 2 :

Participation de la commune aux dépenses, au titre de l'intérêt général :

Au titre de l'intérêt général, la commune participera, une fois déduites les subventions reçues à cet effet, aux dépenses d'investissement au taux de 5 %.

ARTICLE 3 :

Participation des intéressés aux dépenses :

Les intéressés aux dépenses sont les propriétaires des parcelles incluses dans le plan périmétral. La participation demandée est calculée au prorata de la contenance cadastrale des parcelles, à jour au 1er janvier de l'année de rattachement de la recette.

La commune est autorisée à demander des acomptes établis dans les conditions ci-dessus.

ARTICLE 4 :

Entretien des ouvrages :

Les dépenses d'entretien et de conservation en bon état des ouvrages réalisés au titre du présent arrêté sont assurés par la commune et revêtent un caractère obligatoire.

ARTICLE 5 :

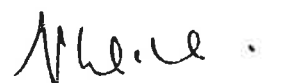
Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 6 :

M. le secrétaire général de la Préfecture de l'AISNE, M. le Sous-Préfet de CHATEAU THIERRY, M. le Maire de TRELOU SUR MARNE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme la Trésorière de CONDE EN BRIE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté. Un exemplaire sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et dans au moins un journal publié dans le département de l'AISNE, aux frais de la commune de TRELOU SUR MARNE.

LAON, le - 3 DEC. 1993

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,


Jean-Paul KIHl